

# LES CAHIERS D'OUTRE-MER

N° 200 - Octobre Décembre 1997

## LES GÉOGRAPHES DE BORDEAUX ET L'OUTRE-MER

par Alain Huetz de Lempis

Dans le numéro du cinquantenaire d'une revue de géographie consacrée à l'Outre-Mer, il est normal que les activités des géographes bordelais soient présentées dans un chapitre particulier. En effet, l'essor de la géographie tropicale à Bordeaux a constitué l'une des caractéristiques essentielles de l'évolution des cinquante dernières années, mais ce développement a connu plusieurs phases successives et s'est déroulé dans le cadre de plusieurs organismes.

### I- Le rôle moteur de l'Institut de Géographie

Trois grandes périodes nous paraissent pouvoir être distinguées dans l'évolution de la géographie tropicale bordelaise entre 1945 et 1993 ; une quatrième période a commencé en 1993.

#### *1 - La première période*

Cette période d'une vingtaine d'années (1945-1967), est celle de la mise en place d'une puissante équipe qui développe les relations avec l'Outre-Mer, surtout avec l'Afrique, les Antilles et l'Amérique latine. Au moment où sont lancés avec audace les *Cahiers d'Outre-Mer*, dont Pierre Vernet nous retrace l'histoire par ailleurs, les géographes bordelais sont encore peu nombreux : Pierre Gourou vient de partir, mais les directeurs-fondateurs de la revue, Louis Papy et Eugène Revert, s'appuient sur l'existence à Bordeaux d'une "tradition coloniale", avec la "Société de Géographie commerciale de Bordeaux", l'une des plus anciennes de France (1874), alors présidée par un officier de marine, le Commandant Bourge, et "l'Institut Colonial", créé en 1901 sous l'égide de la Chambre de Commerce et qui devient en 1947 "l'Institut de la France d'Outre-Mer" ; il est alors présidé par Pierre Delmas, un des grands industriels et négociants bordelais, assisté du colonel Millières, secrétaire général.

Louis Papy, chargé de cours à la Faculté des Lettres à partir de 1935, était devenu en 1943 maître de conférences puis professeur, et dirigeait un Institut de Géographie encore modeste (28 étudiants en géographie en juin 1945) ; Eugène Revert, qui avait séjourné en Martinique, avait été nommé à la Faculté des Lettres en novembre 1947, mais il quittera Bordeaux dès octobre 1952 pour prendre la direction de l'enseignement au Ministère de la France d'Outre-Mer ; il décèdera en 1957. En fait, Louis Papy s'appuie surtout sur trois personnes : Paul Arqué, professeur au Lycée Michel Montaigne, qui restera chargé de cours à la Faculté jusqu'en 1957, Henri Enjalbert, nommé maître de conférences en 1948, et Guy Lasserre, recruté la même année et qui, après son séjour en Guadeloupe pour préparer sa thèse, revient à Bordeaux comme maître de conférences en 1953. En 1951, Georges Viers est

nommé assistant ; en 1955, il part pour l'Université de Toulouse et Alain Huetz de Lempis prend sa succession. Pierre Barrère, alors au CNRS, est nommé en 1957.

Les créations de postes vont ensuite s'accélérer : entrent successivement à l'Institut de Géographie, Yves Péhaut en 1959, Jean Lartaut en 1960, Serge Lerat en 1961, René Pijassou et Michel Tabuteau en 1962 (départ en 1964), Marc Boyé en 1963, Micheline Cassou-Mounat, Lucette Lepagnot (départ en 1966) et Christian Huetz de Lempis en 1964, Jean Dumas et Philippe Roudié en 1965. Jean Borde, après ses séjours au Chili (1950 à 1960) où il développe l'Institut de Géographie de Santiago, et en Tunisie (1961 à 1965), est nommé maître de conférences à Bordeaux en 1966.

Bon nombre de ces géographes ne font pas de recherches sur les pays d'Outre-Mer, mais la plupart sont amenés à collaborer à des activités liées à l'Outre-Mer. Comme nous l'avons déjà souligné, ils participent aux présidences de jurys d'examen en Afrique et aux Antilles, ce qui coûtera la vie à notre collègue Jean Lartaut, le 22 juin 1962.

Les géographes bordelais multiplient les missions d'enseignement et de recherche en Amérique latine : L. Papy au Brésil et en Guyane, H. Enjalbert en Argentine et au Mexique, G. Lasserre aux Antilles et en Amérique Centrale... Des collègues argentins (MM. Zamorano, Capitanelli), chiliens (R. Santana, S. Sepulveda, R. Salinas) viennent travailler à l'Institut de Géographie pour préparer leur thèse ou passer des examens. Le professeur nord-américain Coulter passe l'année 1958 à l'Institut de Géographie.

Les missions en Afrique sont très nombreuses : L. Papy au Maroc et au Sénégal, G. Lasserre au Gabon, H. Enjalbert au Togo, Y. Péhaut au Sénégal... Les géographes participent aux études préliminaires à la réalisation des grands projets hydro-agricoles du Service de l'Hydraulique de l'A.O.F. (Merlin) : la Mission d'Aménagement du Sénégal, la Mission d'étude et d'aménagement du Niger et la Mission du Sourou (Haute Volta) donnent la possibilité à plusieurs professeurs et à des étudiants (dont certains comme Pierre Fritsch deviendront ultérieurement des enseignants à l'Institut de Géographie) de mener des enquêtes sur le terrain, comportant en particulier des monographies de villages.

Un colloque est organisé à Bordeaux en juin 1952 avec le titre désuet de "Symposium Intercolonial", et les géographes tropicalistes participent activement au "Colloque des Sciences Humaines" organisé par M. Daval, directeur de l'Institut des Sciences Humaines Appliquées.

Lorsqu'en 1962, les géographes de l'Université d'Alger sont obligés de rentrer en catastrophe en Métropole, c'est vers Bordeaux qu'ils se tournent d'abord, et nos collègues rapatriés d'Algérie, Robert Capot-Rey, Jean Despois, Michel Tabuteau et Jean Bisson, organisent avec leurs collègues bordelais une session spéciale d'examens de licence.

Cette période est également marquée par la soutenance de plusieurs Doctorats d'État à Bordeaux, ce qui a détruit définitivement le monopole exercé jusqu'alors par l'Université de Paris. La première (Roger Teulière) est soutenue en 1956 ; ce sont ensuite les grandes thèses de Jean Defos du Rau, Guy Lasserre, Paul Péliissier, Jean Borde et de notre collègue belge Henri Nicolaï. (tab. I).

## *2- La deuxième période*

Elle commence en 1967 et va durer jusqu'au début des années 1980. Au début de l'année universitaire 1967-1968, l'Institut de Géographie quitte l'ancienne Faculté des Lettres du 20 cours Pasteur pour s'installer dans le bâtiment G de la nouvelle Faculté construite sur le campus de Talence. A la suite des événements de 1968, la Faculté des Lettres devient l'Université de Bordeaux III.

Parallèlement à ce transfert dans de nouveaux locaux, le CNRS construit, sur ce même campus de Talence, le Centre d'Études de Géographie Tropicale (CEGET), dont le développement spectaculaire sous la direction de Guy Lasserre est décrit plus loin. La collaboration entre le CEGET et l'Institut de

Géographie est étroite. Guy Lasserre, directeur du CEGET, est en même temps directeur de la formation de recherche de 3e cycle "Géographie et Écologie Tropicales". Les professeurs de l'Université participent aux programmes de recherche du CEGET et à la préparation des Atlas. Inversement la direction de thèses est confiée à des chercheurs du CNRS, en particulier à Pierre Vennetier.

Les liens avec l'Amérique connaissent un fort développement. La création du Centre Universitaire des Antilles et de la Guyane (CUAG) et la publication des Atlas des DOM permettent de multiplier les contacts avec les Antilles françaises, mais les autres îles ne sont pas négligées : Antilles anglaises, (J.-C. Giacottino), République dominicaine (H. Enjalbert), Porto Rico (C. Huetz de Lemp), pas plus que les États d'Amérique Centrale (G. Lasserre, J.-C. Maillard) ni le Mexique (H. Enjalbert).

Les relations avec le Chili restent très étroites, et plusieurs jeunes Collègues de Santiago et de Valparaiso viennent séjourner à Bordeaux. Romulo Santana est nommé professeur associé en 1971 ; il décède malheureusement en 1974. Raoul Guerrero devient professeur associé en 1974 et le restera jusqu'à sa nomination à Pau. Inversement, plusieurs géographes bordelais vont enseigner et préparer leur thèse au Chili (Philippe Grenier, Claude Laugénie, Michel Preuilh...) mais rentrent en France après le coup d'État du général Pinochet.

Pour l'Argentine, les séjours des professeurs Zamorano et Capitanelli à Bordeaux sont suivis de missions de plusieurs Bordelais à Mendoza, en particulier d'Henri Enjalbert et de Romain Gaignard, qui y prépare sa thèse sur la Pampa. Plusieurs enseignants argentins viennent passer quelques mois, parfois plus d'une année à Bordeaux (Nancy Arancibia, Elsa Duffar, Renée Lassalle, Raul Manoïloff, Zulma Vargas,...) ; Horacio Rosa est professeur associé de 1978 à 1982. De même, plusieurs Brésiliens et Brésiliennes séjournent à Bordeaux (dont M. Pinto de Gusmao, M.G. de Almeida...). M. Milton Santos est professeur associé de 1967 à 1969.

L'Afrique reste un champ d'études privilégié ; de nombreuses missions sont effectuées dans les pays francophones, au Maroc, et dans toute l'Afrique tropicale, du Sénégal à Madagascar en passant par la Côte d'Ivoire, le Togo, le Gabon, mais aussi des pays enclavés comme le Mali, la Haute-Volta qui devient le Burkina Faso, ou les anciens protectorats belges du Rwanda et du Burundi. On retrouvera dans les notices annuelles concernant l'Institut de Géographie (numéro de janvier-mars des "Cahiers d'Outre-Mer") la liste des principales missions effectuées par les géographes de Bordeaux III en Afrique.

Si l'Asie reste plutôt le domaine des chercheurs du CEGET, un nouveau pôle d'intérêt est constitué par l'Océanie avec les séjours des professeurs Coulter et Street à Bordeaux et les travaux de Christian Huetz de Lemp sur les îles Hawaï et d'Alain Huetz de Lemp sur l'Australasie et les Fidji.

La soutenance de thèses de Doctorat d'État de Géographie à Bordeaux souligne le rôle de l'Institut de Géographie dans la recherche outre-mer : entre 1969 et 1981, 13 doctorats d'État sont soutenus sur des pays d'Outre-Mer (tab. I) ; il s'y ajoute de nombreuses thèses de 3e cycle.

Une telle activité exigeait un renforcement des effectifs d'enseignants, d'autant plus que le nombre des étudiants augmentait d'année en année et que parallèlement à la géographie tropicale se développaient d'autres orientations de recherches (Espaces Urbains avec le CESURB, Vigne et Vin avec le CERVIN, Pays Ibériques...) et une partie seulement des collègues recrutés à cette époque se sont intéressés à la géographie tropicale. Ont été successivement nommés : en 1967, Pierre Laborde, Michel Genty et J.C. Giacottino, qui devient ensuite chercheur au CEGET, Jean-Claude Maillard (1968), Guy Mergoïl, Jean Marieu, qui passera peu après, comme Marc Boyé, à la nouvelle UER de l'Homme et son Environnement, Annie Pinaud-Bonnelie, Pierre Fritsch, Jean-Paul Charrié et, en 1978, Philippe Fournet et Patrick Daniou, qu'un accident mortel nous enlèvera en 1985.

Cette période est en effet marquée par des deuils cruels et des départs à la retraite. Outre Romulo Santana et Patrick Daniou, l'Institut de Géographie perd, le 19 août 1977, Jean Borde, qui avait été le

directeur-fondateur de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine. Le Doyen Papy prend sa retraite en 1975, mais garde une grande activité au niveau national (direction de la collection : "Atlas et Géographie de la France") et régional : il relance à partir de 1974 la Société de Géographie de Bordeaux avec l'organisation des Lundis de la Géographie, conférences hebdomadaires en majorité consacrées à des pays d'Outre-Mer. En 1978, Henri Enjalbert quitte à son tour l'Institut et ne jouira de sa retraite que quelques années puisqu'il décède le 19 juin 1983.

### *3- La troisième période*

Elle va du début des années 1980 au début des années 1990. L'Institut de Géographie est renforcé par la création du Centre de Recherches sur les Espaces Tropicaux (CRET) et par la signature de conventions de coopération avec sept universités africaines.

#### *a - Le Centre de Recherches sur les Espaces Tropicaux*

Sur rapport d'Alain Huetz de Lempis, membre de la Commission des programmes de l'Université de Bordeaux III, le Conseil Scientifique de l'Université a créé en 1980 le CRET et en a confié la direction à Christian Huetz de Lempis ; après le départ de ce dernier à Paris IV-Sorbonne, en 1993, Yves Péhaut en devint le directeur.

Le CRET privilégia deux programmes de recherches, l'un sur les îles tropicales, en liaison avec le CEGET, l'autre sur les pays enclavés, en liaison avec les conventions de coopération. L'essentiel des ressources du Centre fut consacré à la publication de travaux de recherche sur ces deux thèmes, les dirigeants du CRET considérant que, pour ces programmes, les missions sur le terrain pouvaient être réalisées avec d'autres sources de financement : CNRS, Ministère de la Coopération, Conseil Régional d'Aquitaine... La majorité des auteurs des ouvrages ne sont pas des géographes de Bordeaux. Grâce à la compétence et à l'efficacité de Josiane Guillemot, qui, en plus des Cahiers d'Outre-Mer, s'est occupée de la gestion et des publications du Centre, avec l'aide de quelques TUC, puis CES, qu'elle a dû initier elle-même à l'informatique, le CRET a pu publier deux collections d'ouvrages :

- La collection "Iles et Archipels", dont les responsables sont Jean-Pierre Doumenge et Christian Huetz de Lempis, comprenait 17 titres fin 1993 ; les six premiers ouvrages ont été réalisés en collaboration avec le CEGET ; le CRET, a ensuite assumé seul la publication. Plusieurs volumes sont des ouvrages collectifs sur les problèmes spécifiques des îles (Nature et Hommes dans les îles tropicales ; Iles, Insularité, Insularisme ; Iles et Tourisme ; Géopolitique du Pacifique Sud ; 4 volumes de bibliographie sur les îles tropicales). Certains livres sont des synthèses sur des archipels (les îles Salomon de C. Huetz de Lempis) ou des monographies d'îles (Saint-Martin d'Y. Monnier ; la Barbade de M. Burac). D'autres privilégient un thème dans un milieu insulaire (l'avion dans les Antilles de J.-P. Chardon ; les plantations allemandes du Pacifique d'Y. Péhaut ; l'insularité dans la mer Intérieure japonaise de P. Pelletier)(voir liste en annexe).

-La deuxième collection du CRET, "Pays Enclavés", dont les responsables sont Yves Péhaut et Pierre Vennetier, comportait 6 titres fin 1993 sur des sujets et des pays variés, des ouvrages collectifs sur des villes (Bamako, Bangui), les Actes de deux Colloques tenus à Bujumbura en 1988 et 1991 sur les problèmes d'Aménagement dans l'Afrique des Grands Lacs, et des thèses de collègues africains, fruits des conventions (l'activité minière au Rwanda de Laurien Uwizeyimana ; la Société Senoufo du Mali de Bakary Sanogo).

Une troisième collection, intitulée "Espaces Tropicaux", a été créée par le CEGET en 1990 pour prendre le relais de la Collection des "Travaux et Documents" et se poursuivra au cours de la période suivante dans le cadre du CRET-DYMSET.

Le Conseil Régional d'Aquitaine accepta de financer des recherches sur "Aménagement de l'espace, systèmes de production agricole, ressources alimentaires et modes de consommation dans les pays

enclavés d'Afrique francophone". Plusieurs ouvrages de la collection "Pays Enclavés" et des articles des *Cahiers d'Outre-Mer* ont été le résultat de ces recherches.

#### *b - Les conventions inter-universitaires*

Ces conventions furent signées entre l'Institut de Géographie de l'Université de Bordeaux III et plusieurs Départements de Géographie d'Universités africaines (ou École Normale dans le cas du Mali), avec le financement du Ministère Français de la Coopération. Les premières furent établies en 1980 et commencèrent à fonctionner en 1981 ; elles concernaient le Rwanda, le Mali et la République centre-africaine. Ultérieurement, des conventions furent établies avec le Burundi (1984), le Burkina-Faso (1985), le Niger (1986) et le Togo (1989). Ces conventions furent gérées par Christian Huetz de Lemps jusqu'en 1993. Georges Rossi et Pierre Decoudras prirent le relais mais, à la suite d'un changement de politique du Ministère de la Coopération et des troubles qui ont affecté plusieurs de ces pays, la plupart ont cessé de fonctionner dans les années 1990.

Ces conventions avaient été organisées à peu près toutes sur le modèle établi à Butare par A. Huetz de Lemps et G. Rossi, alors Doyen de la Faculté des Lettres du Rwanda. Elles comportaient :

- des missions d'Universitaires français pour l'enseignement et l'encadrement de la recherche. Ces missions duraient généralement trois ou quatre semaines. Les cours traitaient des questions demandées par les collègues des Universités africaines. Ces voyages étaient fréquemment aussi des missions de Direction de Recherche. En plus des enseignants de l'Université de Bordeaux, il a été fait appel à de nombreux Collègues d'autres Universités (Paul Le Bourdieu, Gérard Mottet...). Ces missions ont été nombreuses ; par exemple, dans la seule année 1987, cinq professeurs bordelais sont allés enseigner à Ouagadougou.

- des missions d'accueil à Bordeaux d'enseignants africains, soit pour l'achèvement et la soutenance de thèses, soit pour la préparation d'un DEA, soit pour la collecte de documentation ou l'initiation à de nouvelles techniques de recherche à l'Institut de Géographie et au CEGET, sous la direction de Jean Menault et Guilène Réaud-Thomas (cartographie, télédétection...). La durée des séjours variait de quelques semaines à plusieurs mois. Certains étudiants étrangers ont bénéficié aussi de bourses hors-convention.

- l'envoi de livres, revues, cartes, photographies aériennes, destinés à enrichir les centres de documentation des Départements de Géographie des Universités africaines. Ces documents, ainsi que du matériel de cartographie (stéréoscopes, tables lumineuses...) ont été réunis et expédiés, dans des conditions parfois difficiles, par Claudine Le Gars, responsable de la bibliothèque et par Mariette Mongelous, responsable de la carto-thèque de l'Institut de Géographie.

- "l'aide à la publication" a permis de faire paraître les résultats des recherches de collègues africains, à la fois dans notre revue les *Cahiers d'Outre-Mer* et dans des séries de "Travaux et Documents" des Départements de Géographie africains. Ainsi, le Département de Géographie de l'Université du Rwanda a publié huit études avec l'aide de la convention. D'autre part, certaines thèses sont parues dans la collection "Pays enclavés".

Naturellement, les recherches réalisées outre-mer dans les années 1980 ne sont pas toutes passées par les conventions. En plus des activités du CEGET que nous rappelons plus loin, des géographes bordelais ont encadré des étudiants et dirigé des thèses dans d'autres pays africains. Ce fut le cas de Pierre Barrère au Cameroun. De même, des liens étroits ont été maintenus avec le Maroc, et Pierre Barrère participa aux recherches menées à Djibouti (Mission préparatoire à l'établissement d'un plan d'urbanisme à Djibouti) ; en 1981, à la demande de l'Ambassade de France et du Bureau central d'études pour les équipements d'outre-mer, P. Barrère s'est rendu en Mauritanie afin d'étudier l'évolution des dunes qui envahissent la ville de Nouakchott.

Il est incontestable que dans la décennie des années 1980, l'Afrique a été la principale bénéficiaire de l'activité des "tropicalistes" de l'Institut de Géographie. Cependant, les relations restent très étroites avec les Antilles où plusieurs enseignants de l'Institut ont fait leur thèse. En Amérique latine, les échanges avec l'Argentine et le Chili ont été momentanément interrompus par suite des événements politiques ; en Colombie, P. Barrère a participé au programme d'études des villes moyennes de l'Altiplano et animé des séminaires à Bogota sur l'analyse de l'espace urbain pour des professionnels de l'urbanisme. Avec les autres pays, c'est pour une large part, par l'intermédiaire du CEGET que les relations se poursuivent ; il en est de même pour les recherches menées en Asie du Sud ou en Océanie.

Les années 1981-1990 sont remarquables par le nombre important des thèses de géographie sur les pays d'Outre-Mer soutenues à l'Université de Bordeaux comme thèses de 3ème cycle ou doctorats d'État ; il faut souligner la soutenance de 21 doctorats d'État au cours de cette période et, à partir de 1986, plusieurs sont présentées par des collègues étrangers francophones, surtout du Burkina Faso et du Cameroun (Tab. I).

Pour la préparation de ces thèses, l'Institut de Géographie disposait alors de deux DEA : le premier, intitulé "Géographie des Espaces tropicaux" dont le responsable était Yves Péhaut, était le seul DEA spécifique de géographie tropicale existant en France ; cependant, certains étudiants étrangers préféraient s'inscrire dans le second DEA "Dynamique des espaces naturels et humains", dont le responsable était Serge Lerat et qui était plus orienté vers les problèmes d'aménagement. La réforme des doctorats de 1984 a eu pour conséquence le remplacement des doctorats d'État et de 3e cycle par un seul doctorat d'Université. Les premières thèses "nouveau régime" ont été soutenues en 1988 et 1989.

Guy Lasserre, dont le rôle dans la géographie tropicale française a été essentiel au cours des trente dernières années, prend sa retraite en 1985 ; il en est de même pour Micheline Cassou-Mounat en 1987, Pierre Barrère en 1989, Alain Huetz de Lempis en 1991. En compensation, le corps enseignant de l'Institut de Géographie s'enrichit des nominations comme professeurs de Singaravélou, Georges Rossi, Jean-Noël Salomon, François Bart, et de celles de quatre autres enseignants, Danièle Hays, Guy Lecler, José Lazcano et, temporairement, Yves Poinot. De plus, en 1983, Bordeaux bénéficie de deux postes de Maître de Conférences réservés à des enseignants en coopération ; les bénéficiaires sont Christian Bouquet et Pierre Decoudras, qui sont ensuite détachés à Niamey comme Conseiller Culturel et Enseignant.

#### *4 - La quatrième période*

Commencée en 1993, elle est marquée par de profondes transformations dans l'organisation et l'orientation de la géographie tropicale bordelaise.

Le CEGET, laboratoire propre du CNRS, a été supprimé à la fin de 1993. Le bâtiment a pris le nom de Maison des Suds. Les bureaux et salles ont été répartis entre plusieurs équipes de recherches : l'UMR (unité mixte ORSTOM-CNRS) REGARDS ; DYMSET, URA associant le CNRS à l'Institut de Géographie ; le Centre d'Études d'Afrique Noire. CEAN : UMR associant CNRS - IEP - Université Bordeaux IV.

A l'Institut de Géographie, Christian Huetz de Lempis a été nommé à Paris IV en 1993 et plusieurs professeurs ont pris leur retraite en 1997 : Pierre Laborde, Michel Genty, Yves Péhaut, Serge Lerat. L'équipe professorale a été renforcée par les professeurs Jean-Michel Lebigre, Guy Di Méo, Serge Morin et Jean-Pierre Augustin, muté de l'IUT B, par la nomination de plusieurs maîtres de conférences, Marie-Claire Prat, Bernard Lleres... et par le retour de Pierre Decoudras.

La fusion des deux DEA de géographie en un seul, intitulé "Dynamique des milieux et sociétés : Espaces tropicaux, espaces européens", a eu pour conséquence la disparition du seul DEA de géographie tropicale existant en France. La géographie tropicale n'est donc plus qu'une option de l'unique DEA. Les thèses de doctorat d'État disparaissent : les seules soutenances ont été celles de

trois retardataires étrangers (Tab. I) ; une habilitation à diriger des recherches a été soutenue par P. Decoudras en 1996. Les thèses de doctorat "nouveau régime" sont en compensation devenues nombreuses, en moyenne une douzaine par an (13 en 1992, 11 en 1993, 7 en 1994, 12 en 1995, 18 en 1996). Ces thèses se répartissent entre l'Afrique tropicale francophone, l'Afrique du Nord, le Maroc surtout, l'Extrême-Orient, les Antilles (listes nominatives parues chaque année dans les numéros de janvier-mars des *Cahiers d'Outre-Mer*).

La géographie tropicale bordelaise conserve son dynamisme : sur les 129 thèses de doctorat en préparation à l'Institut de Géographie, 93 se rattachent à la filière "Espaces tropicaux" et 36 à la filière "Espaces européens". En 1996, sur les 18 thèses soutenues, 15 concernaient la géographie tropicale et sur les 3 inscrites sous la rubrique "Géographie de l'aménagement", une était consacrée au Caire, et une autre au Congo-Brazzaville.

Une enquête réalisée sous la direction de M. Singaravélou sur le devenir professionnel des docteurs qui ont soutenu leur thèse de géographie entre 1986 et 1996 montre que les 24 docteurs d'État (14 Français et 10 Étrangers) sont tous, sauf un, enseignants titulaires de l'enseignement supérieur en France ou à l'étranger ; quant aux 133 docteurs de 3e cycle et d'Université, qui sont pour les deux tiers des étrangers (93 étrangers et 44 Français), 93 % ont trouvé un emploi : 53 % dans les Universités françaises et des pays d'Outre-Mer, 15 % dans l'enseignement secondaire, 12 % dans l'administration publique, 12 % dans les entreprises et les organismes de recherche. Cette enquête prouve que les docteurs en géographie, qui ont soutenu leur thèse au cours de la décennie passée, ont dans leur très grande majorité trouvé un emploi conforme à leur qualification. Le nombre important des étrangers, en majorité des Africains, témoigne du rayonnement de l'Institut de Géographie dans les pays d'Outre-Mer.

## **II - Le Centre d'Études de Géographie Tropicale**

Pendant un quart de siècle, de 1968 à 1993, le CEGET a tenu une place essentielle dans la recherche française sur les pays tropicaux. Il est donc indispensable de retracer son histoire et de dresser un bilan des travaux qui ont été réalisés pendant son existence.

### *1- Naissance, essor et mort du CEGET*

Le renforcement des relations entre l'Université de Bordeaux et l'Outre-Mer, le succès des *Cahiers d'Outre-Mer*, l'appui sans réserve du Directeur Scientifique du CNRS, Pierre Monbeig, amenèrent Louis Papy à proposer la création à Bordeaux d'un laboratoire du CNRS spécialement consacré à la Géographie tropicale. Un "groupe de travail" de sept membres (L. Papy, H. Enjalbert, G. Lasserre, M. Boyé, A. et C. Huetz de Lempis, Y. Péhaut) fut créé au début de 1966, et Guy Lasserre prit la direction des opérations : grâce aux crédits accordés par le CNRS, la construction du bâtiment destiné au centre eut lieu sur le nouveau campus en cours d'installation, à l'emplacement d'une vigne du Château Rocquencourt ; les travaux commencèrent dès avril 1966 et furent achevés en septembre 1968. La construction d'une seconde tranche, alors envisagée, sera ultérieurement abandonnée. Le nom de "Centre d'Études de Géographie Tropicale" (CEGET), proposé par le groupe de travail, fut adopté par le CNRS.

Guy Lasserre, professeur de Géographie à l'Université, est nommé par le CNRS directeur du Laboratoire, à compter du 1er octobre 1967 ; Pierre Vennetier, Maître de Recherche au CNRS, est affecté au CEGET à la même date ; il est ensuite nommé sous-directeur à compter du 1er octobre 1970. Des chercheurs et techniciens commencèrent à être affectés au CEGET à partir de 1968, et on peut considérer que le nouveau Laboratoire propre avait atteint sa "vitesse de croisière" à la fin de 1972 : sept chercheurs avaient été affectés au Centre : en plus de Pierre Vennetier, Jeanine Brisseau-Loaiza (recherches sur le Pérou), Michel Bruneau (Thaïlande), Claude Caratini (palynologie), Jean-Pierre Doumenge (Nouvelle Calédonie), Jean-Claude Giacottino (Trinidad), Raymond Pebayle

(Brésil). Le Centre comptait en outre 16 ingénieurs et techniciens et 5 membres du personnel administratif. Un Conseil de Laboratoire qui comportait des chercheurs et ITA du Centre et deux représentants de l'Université (A. Huetz de Lempis et Y. Péhaut) se réunissait tous les deux mois. Un Conseil intérieur informel regroupait, autour de la direction, les chefs de service (Marc Boyé pour le laboratoire de géomorphologie, Marie-France Perrin, chef de la division de documentation) et les chercheurs présents.

Les grandes orientations étaient définies par un Comité de Direction qui réunissait des géographes tropicalistes de renom et dont le président fut Pierre Gourou jusqu'en 1980. Le premier comité comportait, outre Pierre Gourou, Jean Delvert, Jean Dresch, Hildebert Isnard, Pierre Monbeig, Paul Pélissier, Gabriel Rougerie et Gilles Sautter. Dans le deuxième comité se trouvaient, en outre, Olivier Dollfus et Georges Laclavère (directeur de l'IGN) et en 1976, leur succédèrent Raymond d'Hollander et Pierre Pagney.

A l'entrée des années 1980, le CEGET était présenté, notamment par la direction du CNRS, comme un modèle d'efficacité et de rayonnement et avait acquis une réputation mondiale. A la fin de juin 1981, Guy Lasserre abandonnait la direction pour raison de santé. Pierre Vennetier fut nommé directeur le 1er octobre 1981, poste qu'il occupa jusqu'à la fin de l'année 1982. Pierre Usselman lui succéda de 1983 à 1988. M. Singaravelou devint Directeur à compter du 21 mars 1988 et conservera la direction du laboratoire jusqu'à sa suppression définitive à la fin de 1993.

Au cours des années 1970, le nombre des chercheurs affectés au Centre augmenta progressivement, mais ne dépassa pas la douzaine car l'arrivée de nouveaux chercheurs fut en partie compensée par des départs, qui, pour la plupart, succédaient à la soutenance d'une thèse de doctorat d'État et à une nomination comme professeur d'Université : Jeanine Brisseau-Loaiza fut nommée à Pau, Jean-Claude Giacottino à Aix-en-Provence, Raymond Pebayle à Brest. Les nouveaux chercheurs rattachés au CEGET furent successivement Alain Durand-Lasserre (Bangkok), Jean Racine (Calcutta), Christian Girault (Haïti), Gérard Riou (Côte d'Ivoire), Jean-Paul Deler (Equateur), Pierre Usselman (Andes), Annie Cheneau-Loquay (Sénégal-Guinée), Michel Pouyllau (Venezuela).

Il faut également signaler que, durant toute son existence, le CEGET a accueilli des chercheurs appartenant à d'autres organismes, par exemple à l'ORSTOM comme Hubert Fréchou, Georges Courade, Doryane Kermel-Torrès, Noëlle Moreau. Des universitaires étrangers vinrent travailler au CEGET, parfois pendant de longues périodes, tel le professeur japonais Kikuchi.

Dès 1979, la mise en cause de l'autorité de la direction par quelques chercheurs et ITA rendit la gestion du laboratoire plus difficile et les conflits internes firent progressivement perdre au CEGET sa flatteuse image de marque. Le nombre des chercheurs diminua, à partir de 1985, à la suite des changements d'affectation de C. Caratini en 1987, G. Riou en juillet 1988, C. Girault et J. Racine en août 1988, A. Durand-Lasserre en janvier 1990, P. Usselman en octobre 1990. Cette hémorragie ramena le nombre des chercheurs à 7, le même nombre qu'en 1970 (M. Bruneau, A. Cheneau-Loquay J.-P. Deler, J.-P. Doumenge, M. Pouyllau, P. Vennetier et un seul nouveau, Philippe Schar). Par contre, le personnel avait continué à augmenter : en 1992, il comprenait 14 ingénieurs, 2 assistants-ingénieurs, 12 techniciens et 3 agents d'administration, soit 31 personnes. Le CEGET était devenu le plus gros laboratoire de géographie au sein du CNRS.

Le déséquilibre entre le nombre des chercheurs et celui du personnel fut à diverses reprises souligné par la direction du CNRS, en particulier par M. Lautman, qui regrettait également une insuffisante collaboration avec d'autres disciplines ; les chercheurs du CEGET furent considérés par certains de leurs collègues comme des privilégiés. Cependant, un effort de participation de personnalités étrangères fut fait au niveau du Comité de Direction : en 1990, celui-ci comprenait, en plus des représentants du CEGET lui-même (Singaravelou, P. Vennetier, M.-F. Perrin, M. Pouyllau, G. Réaud-Thomas) et les deux représentants du Comité National du CNRS (F. Durand-Dastès, A. Huetz de Lempis), les professeurs Yola Verhasselt (Bruxelles), Colin Clarke (Oxford), Bernd Wiese (Cologne),

Jean Benoist (Aix), Jean Gallais (Paris IV), Marc Penouil (Bordeaux I - Droit) et était présidé par Yves Monnier, professeur au Muséum National d'Histoire Naturelle.

Les rapports avec l'Institut de Géographie se dégradèrent. Certains chercheurs supportaient difficilement les relations privilégiées établies entre les deux institutions, oubliant que la création même du CEGET était due à l'initiative des universitaires bordelais, et que la délivrance des titres universitaires rendait indispensable une étroite collaboration. Les enseignants de l'Institut de Géographie ont d'ailleurs largement fait appel pour le DEA de "Géographie et Écologie Tropicales" aux compétences des chercheurs et ingénieurs du CNRS, qui pour la plupart ont animé des séminaires, conférences, travaux dirigés de cartographie ou de laboratoire. Certains d'entre eux ont dirigé des maîtrises ou des thèses déposées à l'Université de Bordeaux III. Ainsi, Pierre Vennetier a dirigé entre 1970 et 1991 plus de 50 thèses de doctorat d'État, de troisième Cycle ou d'Université (Nouveau Régime).

Pour essayer d'améliorer les relations entre le CEGET et l'Université, une convention avait été proposée en 1984, mais les modifications au texte apportées par la direction du CEGET ne furent pas acceptées par l'Université. Une nouvelle convention fut préparée et signée en janvier 1990 : c'était trop tard, puisque le CEGET était mis peu de temps après en restructuration et que sa suppression et son remplacement par de nouvelles structures étaient programmés par le Directeur des Sciences de l'Homme et de la Société au CNRS, M. A. d'Iribarne et son adjoint pour la section de Géographie, Thérèse Saint-Julien.

Cette suppression entraina en fait dans le cadre d'une vaste réorganisation du Comité National du CNRS, mettant l'accent sur l'interdisciplinarité, avec la disparition de la section de Géographie et la répartition des Géographes entre les nouvelles Sections 31 et 39. Le CEGET fut provisoirement rattaché à la section 39 ; un rapport d'un certain François Plassard déclara que le CEGET était un outil de recherche périmé et le 31 décembre 1993, le CEGET avait cessé d'exister. Mais l'oeuvre réalisée au cours de ses 25 ans d'existence ne peut être effacée.

#### *a - Les laboratoires et services techniques du CEGET*

Le CEGET fut un remarquable outil de travail pour les géographes grâce à ses laboratoires et à son centre de documentation.

Le laboratoire de *géomorphologie*, créé dès 1969, a été dirigé par Marc Boyé, maître-assistant à l'Université de Bordeaux III. Il s'est consacré surtout à la dynamique du fer dans les sols et aux processus de l'altération des roches, en particulier dans le cadre de recherches sur les sols cuirassés en zone tropicale et à des études comparatives sur les mangroves.

Après le départ de Marc Boyé le 1er juillet 1982, Gérard Riou a pris la responsabilité du laboratoire, qui a continué à jouer un rôle actif dans l'analyse d'échantillons, à la demande de chercheurs du CEGET ou de l'extérieur et grâce à l'activité d'ingénieurs comme J. -F. Pascual. Cependant, ce laboratoire n'a pas reçu du CNRS l'équipement moderne qui lui aurait permis de réaliser des recherches de pointe, et à diverses reprises, son existence fut même remise en cause. La restructuration qui avait été proposée par Georges Rossi n'a pu aboutir, faute de moyens.

Le laboratoire de *palynologie* fut créé en 1971 et dirigé par Claude Caratini. En liaison avec l'Institut français de Pondichery, il réalisa de nombreuses analyses polliniques afin de reconstituer l'histoire de la couverture végétale en fonction des fluctuations climatiques, mais aussi de déceler les conséquences des interventions anthropiques. Après le départ, en 1987, de C. Caratini et de son assistante, C. Tissot, le laboratoire continua à fonctionner grâce à Ariane Frédoux (Université de Bordeaux III) et à J.P. Ybert (ORSTOM).

Les recherches de *biogéographie* auxquelles ont participé plusieurs doctorants, ont été animées par Pierre Legris, ancien directeur de l'Institut de Pondichery et directeur de recherche au CNRS. Après le

décès de Pierre Legris en août 1989, Jean Koechlin, professeur à l'Université de Bordeaux III, assura la poursuite des travaux.

Les premières recherches en *télé-détection* ont été effectuées dès les années 1970 par Michel Bruneau et Gilbert Cabaussel et ont concerné la Thaïlande. Par la suite, trois opérations ont été lancées, la première en Thaïlande, dans le prolongement de celles déjà engagées, la seconde dans le sud du Venezuela (Michel et Daniel Pouyllau), la troisième en Guinée (Pierre Usselman) ; le développement de ces recherches a été facilité par les liens créés avec d'autres centres de télé-détection, à Bordeaux ou ailleurs (CIRAD, IGN...) et a pu se faire grâce à l'acquisition d'un matériel semi-lourd et à l'installation d'un module intégré de traitement d'images Multiscope. Le centre informatique a été réorganisé en 1984, mais a connu ensuite quelques difficultés de fonctionnement.

Le *bureau de dessin* animé dès les années 1970 par Aimée Lafitte et Danièle Castex, a tenu une place importante dans les activités du CEGET, en particulier dans la réalisation des atlas. Le laboratoire de *photographie* (J. P. Vidal, A. Vergnes) et l'*imprimerie* ont travaillé essentiellement pour les séries de publications du CEGET.

Le *centre de documentation*, organisé dès la création du CEGET sous la responsabilité de Marie-France Perrin, a connu plusieurs phases de développement. Dans un premier temps (1968-1978), le souci primordial a été de constituer une documentation de base sur l'ensemble des pays tropicaux. Ensuite, les achats ont été plus ciblés sur les thèmes de recherche du CEGET.

Un thésaurus fut réalisé avec listes de mots-clefs thématiques et régionaux ; à partir de 1972, fut constituée une base de données bibliographiques décrivant le fonds documentaire des revues reçues au CEGET, gérée initialement par IBM, puis par le CDSH (Centre de Documentation en Sciences Humaines du CNRS). Elle comportait, au début des années 1980, environ 12 000 références, dont près de 3 000 ouvrages. Les documentalistes, en particulier Odile Chapuis et Anahit Santana, participèrent avec efficacité à l'élaboration de fiches bibliographiques pour la Bibliographie Géographique Internationale publiée par Intergeo.

A partir de 1986, le CEGET intègre le réseau Ibiscus qui est financé par le Ministère de la Coopération et regroupe les données fournies par plusieurs centres de documentation.

Le service de documentation du CEGET, dont le responsable est Daniel Pouyllau depuis 1983, possède un fonds documentaire important, dont la gestion est assurée par Paule Rochas : au début des années 1990, il comportait 22 000 ouvrages, 3 000 documents microfichés et près de 1 000 périodiques ; la bibliothèque accueille entre 2 500 et 3 000 lecteurs par an. La cartothèque, qui possède 12 700 cartes et la photothèque qui comprend plus de 18 000 photos aériennes, 13 000 diapositives et 200 images satellitaires ont été organisées et gérées par Odile Chapuis et Guilène Réaud-Thomas. Le service de documentation a en outre initié les étudiants de DEA aux outils documentaires et accueilli chaque année des stagiaires en formation.

#### *b - La diversité des programmes*

Les premiers programmes de recherche, suggérés par le directeur et le Comité de Direction, ont abordé des thèmes très vastes et ont associé chercheurs du CEGET et chercheurs de l'extérieur. Ils ont donné lieu à des colloques, séminaires, tables rondes... et à d'importantes publications, en particulier dans la Collection "Travaux et Documents". Quatre grands thèmes ont été privilégiés dans un premier temps :

- l'élevage et les contacts entre pasteurs et agriculteurs, comportant une série d'enquêtes menées sous la direction de Jean Gallais

- l'économie de plantation, les cultures paysannes et les réseaux de commercialisation des produits tropicaux. Des enquêtes ont été menées sur les mutations et les perspectives de l'économie de plusieurs grands produits tropicaux, la banane (J. C. Maillard pour le marché mondial, J. Menaugé aux

Antilles), le café (C. Girault à Haïti, J. P. Doumenge en Nouvelle-Calédonie), le sucre (J.F. Ferré aux Antilles, C. Huetz de Lempis à Hawaï, A. Huetz de Lempis en Afrique du Sud, Australie, Brésil, etc).

- les niveaux de production et de consommation des paysanneries tropicales. Ce thème a été abordé dès 1972 à l'occasion d'un colloque sur les types de cultures commerciales paysannes en Asie du Sud-Est et en Insulinde ; il a été étudié spécialement par M. Bruneau en Thaïlande et J.P. Doumenge en Océanie.

- la croissance des villes tropicales et l'organisation des espaces urbains et suburbains. Ce thème a été l'objet du premier colloque international organisé par le CEGET (septembre 1970) et intitulé : "La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar". Une équipe de recherches dirigée par Pierre Vennetier a réalisé toute une série d'enquêtes sur l'approvisionnement des villes africaines ; les résultats de ces travaux ont été publiés dans plusieurs volumes des "Travaux et Documents". Un autre aspect de géographie urbaine a été celui des modes de croissance périphérique des villes dans les pays tropicaux, en relation avec les problèmes de promotion foncière et immobilière.

Dans les années 1980, de nouveaux programmes sont venus s'ajouter ou se substituer aux précédents. Le programme "Aménagement et santé dans les espaces tropicaux", sous la direction de J.-P. Doumenge, a commencé en 1982 par un Colloque intitulé "De l'épidémiologie à la géographie humaine" et s'est poursuivi par des recherches sur les schistosomiasés, l'onchocercose, le sida...

Ce programme a été complété et prolongé par un programme "Maîtrise de l'eau dans les espaces tropicaux en matière de santé, d'autosuffisance alimentaire et de bien-être social" ; dirigées par J. P. Doumenge et P. Vennetier, les recherches ont été centrées sur l'Afrique, mais des comparaisons ont été réalisées au Brésil (Vallée du São Francisco). Le thème de la maîtrise de l'eau a été également abordé dans un programme spécial sur "les pays de la Kaveri" (Inde méridionale), dirigé par Singaravelou, en association avec l'Institut Français de Pondichéry.

Le programme "Gestion et Aménagement des Villes des pays en voie de développement" prolongeait les recherches réalisées sous la direction d'A. Durand-Lasserre dans le cadre d'un contrat avec la DGRST, achevé en 1983 et intitulé "Recherches sur l'évolution des systèmes de la production foncière et de la production immobilière dans les villes des PVD". Le nouveau programme devait se développer sous forme d'un réseau "Interurba", associant en particulier le CEGET et l'ORSTOM, mais l'unité mixte ne fut pas créée. Les travaux de l'équipe mirent l'accent sur l'évolution des rapports sociaux en milieu urbain, en particulier à Bangkok ; plusieurs publications furent réalisées en dehors du CEGET. Le programme a été interrompu en 1989, à la suite du départ de A. Durand-Lasserre.

Le programme "Viabilité des petits pays insulaires" a été créé en 1983, avec l'appui de l'ACCT et de la CNUCED (M. Dommen). Sous la direction de J.P. Doumenge, et en étroite collaboration avec le CRET dirigé par C. Huetz de Lempis, il avait pour but d'établir une typologie des îles tropicales, de définir la spécificité du milieu insulaire, d'en évaluer l'avenir économique. Après un premier séminaire organisé à Azay-le-Ferron (Muséum) par F. Doumenge, des missions aux Seychelles et dans l'archipel du Cap-Vert permirent de tester une méthodologie applicable à l'ensemble des petits États insulaires. La collection "Iles et Archipels" fut créée.

Le programme "Stratégies alimentaires", entrepris en 1984, avait pour but de réaliser des études comparatives sur la riziculture en Asie, Afrique et Amérique latine. En fait, seul le volet africain a fonctionné avec les enquêtes de P. Usselman et A. Cheneau-Loquay et sous la forme d'un programme spécial "Contribution de la zone côtière de la Guinée Conakry à la sécurité alimentaire du pays" soutenu par le Ministère de la Coopération française et la Direction de la Recherche scientifique de Conakry.

Ce programme fut repris et élargi dans le projet présenté en 1988 par J. Racine, M. Bruneau et P.-J. Roca : "La dynamique des systèmes ruraux : les enjeux de la diversification, une approche des Tiers-Mondes". Il s'agissait de recherches comparatives dans six terrains d'enquête où les participants

avaient déjà une connaissance approfondie des milieux ruraux, mais que des études pluridisciplinaires devaient conforter. Le départ de Jean Racine et la disparition du CEGET ne permirent pas l'achèvement du programme prévu.

Le groupe de travail sur le Venezuela, avec Daniel et Michel Pouyllau, Guilène Réaud-Thomas et Jeanine Brisseau-Loaiza, s'est consacré surtout à des recherches sur les milieux naturels, en s'appuyant sur les techniques de la télédétection.

Plusieurs autres programmes se sont terminés avant le début des années 1990. Le programme sur les processus de périurbanisation, dirigé par P. Vennetier, s'est achevé en 1989 par la publication d'un ouvrage collectif. Le programme entrepris sur la "Géopolitique du monde caraïbe" a été interrompu en 1989, son initiateur, Christian Girault n'étant pas revenu au CEGET après son séjour à Oxford. Un programme sur le karst, proposé par Richard Maire, chercheur du CNRS venu d'Aix-en-Provence, qui devait permettre de relancer les recherches de géographie physique au CEGET, n'a pu aboutir par suite de la suppression du Centre.

Il faut enfin rappeler la participation de chercheurs du CEGET à des programmes extérieurs ; par exemple à l'action concertée DGRST "Lutte contre l'aridité en milieu tropical" sous la responsabilité de Bordeaux II ; aux enquêtes sur l'alimentation menées par l'équipe ACES de Nancy, dirigée par Claude Thouvenot ; à des actions engagées par des organismes installés à l'étranger, comme l'Institut Français d'Études Andines, dont J. P. Deler et P. Usselman avaient été les directeurs avant d'intégrer le CEGET ; à des entreprises telles que la Géographie Universelle du GIP-RECLUS de Montpellier (J.P. Deler, M. Bruneau...).

### *c - Les missions*

La recherche géographique se fait d'abord et avant tout sur le terrain et le CEGET a donc participé au financement de très nombreuses missions outre-mer. Chaque année une enveloppe de crédits de mission était allouée par le CNRS, et dans les années 1970, la répartition de ces crédits était effectuée par une commission restreinte réunissant des sommités de la géographie tropicale française ; les membres de la première commission étaient les professeurs J. Delvert, P. Gourou, G. Lasserre et P. Monbeig.

Ces crédits ne représentaient qu'une partie de ceux qui étaient accordés aux géographes tropicalistes, car d'autres demandes étaient faites directement à la Section de Géographie du CNRS. En effet, seuls étaient pris en considération les dossiers se rapportant à des thèmes de recherche agréés par la Direction du CEGET. Le nombre des missions subventionnées, totalement ou partiellement, était de 30 à 35 par an.

Les missions individuelles ont été pour la plupart destinées à permettre aux bénéficiaires de poursuivre les travaux de thèse qu'ils avaient entrepris ou de participer à des recherches sur les thèmes privilégiés par le CEGET, telles que la croissance urbaine ou l'agriculture commerciale. Il y eut également des opérations collectives : ainsi quatre géomorphologues, Gaston Beaudet, Roger Coque, Pierre Michel et Pierre Rognon ont accompli ensemble des missions de recherche sur les sols cuirassés en Afrique occidentale. De même, Jean Gallais et ses chercheurs ont mené des enquêtes sur les contacts entre pasteurs et agriculteurs dans le Sahel. D'autres chercheurs ont travaillé directement sous la direction de P. Vennetier sur l'approvisionnement des villes. Marc Boyé a organisé une étude collective et pluridisciplinaire de la mangrove du Wouri (Cameroun).

A partir des années 1980, l'attribution des crédits de mission fut beaucoup plus restrictive : ceux-ci furent réservés aux chercheurs travaillant directement et à plein temps sur les programmes qu'ils avaient proposés et qui avaient été agréés, ce qui pratiquement a conduit à réserver les crédits aux seuls chercheurs du CEGET. Cette politique, réaffirmée par le Président de la Section de Géographie du Comité National, Fernand Verger, et par le Directeur Scientifique, M. Lautman, aurait été valable si elle s'était accompagnée d'une participation plus active de chercheurs extérieurs, géographes ou non,

dans les programmes, ou même si des spécialistes d'autres disciplines avaient été recrutés ; elle a abouti à un certain isolement des chercheurs du Centre considérés comme des privilégiés.

#### *d - Les colloques et tables rondes*

Les colloques, séminaires, tables rondes ont constitué un des points forts dans le rayonnement du CEGET. Ils ont été souvent pluridisciplinaires et ont vu la participation de très nombreux collègues étrangers. Ils ont donné lieu à des publications importantes, généralement dans la collection des "Travaux et Documents". Le premier séminaire a eu lieu dès novembre 1968 sur la régionalisation de l'espace au Brésil ; le dernier colloque international sur "Géographies, colonisations, décolonisations" date de décembre 1991.

Certaines de ces réunions ont été organisées conjointement par le CEGET et d'autres organismes. Ainsi, le Colloque franco-japonais de Géographie Tropicale a été organisée sous l'égide de l'Association franco-japonaise de Géographie, sous la responsabilité de son directeur, Pierre Usselman, et de A. Huetz de Lempis pour l'Université de Bordeaux. En octobre 1990, le colloque international "Ethnogéographies" est le fruit d'une action conjointe du CEGET dirigé par Singaravélou et du laboratoire "Espaces et Cultures", dirigé par Paul Claval.

Les "Journées de Géographie Tropicale", organisées par la Commission de Géographie Tropicale du Comité National Français de Géographie, présidée de 1986 à 1994 par Pierre Vennetier, qui a été le fondateur de cette manifestation, puis par Singaravélou depuis 1994, se sont tenues à plusieurs reprises à Bordeaux, les premières en 1986, les troisièmes en 1989, les quatrièmes en 1991.

Des tables rondes ont abordé les thèmes les plus divers, aussi bien "l'étude des matériaux cuirassés" (1976) que "la croissance périphérique des villes" (1977), "les enjeux de la tropicalité" (1987), "les apports de la télédétection spatiale à l'étude des paysages et des systèmes agraires tropicaux" (1989) ou "la diffusion des publications scientifiques" (1991).

Toutes ces réunions se sont tenues dans la confortable salle de conférences de 300 places, que le CEGET a souvent prêtée pour des congrès et autres manifestations universitaires.

#### *e - Les publications*

Les publications réalisées par le CEGET ont été très nombreuses ; elles constituent les témoins irréfutables de l'intense activité du Centre. La parution de ces ouvrages a été facilitée par l'existence au CEGET d'un laboratoire de reprographie et d'une imprimerie, et par le soutien apporté à diverses reprises par les services cartographiques et techniques de l'Université de Bordeaux III. Les publications du CEGET peuvent être regroupées en trois grands ensembles : la collection des "Travaux et Documents", des ouvrages publiés en association avec d'autres organismes, les atlas.

La collection des "Travaux et Documents" comprend 63 volumes. De sa création à sa disparition en 1992, elle a été dirigée et gérée avec rigueur et efficacité par Pierre Vennetier. On trouvera en annexe les titres des ouvrages publiés. Certains volumes sont des ouvrages collectifs, actes de colloques ou tables rondes tenus au CEGET ou résultats d'un travail d'équipe sur un thème particulier, par exemple celui sur l'approvisionnement des villes. D'autres représentent des recherches individuelles dans le cadre de thèses ou d'enquêtes entrant dans les programmes du CEGET. Les volumes ont été publiés dans le format 21x29,7, qui permettait une bonne reproduction des cartes et photographies.

A partir du début des années 1990, la Collection "Travaux et Documents" a été relayée par une nouvelle collection intitulée "Espaces Tropicaux", dont Marie-France Perrin assure la gestion ; depuis la suppression du CEGET, le suivi de la collection est assuré par le CRET.

Un petit nombre d'ouvrages de synthèse ont été publiés dans une série intitulée "Mémoires de Géographie Tropicale" sous la responsabilité du CEGET, mais imprimés et diffusés par les Editions du

CNRS (J. Gallais : Pasteurs et paysans du Gourma ; P. Vennetier : Recherches sur l'approvisionnement des villes ; C. Girault : Le commerce du café en Haïti ; G. Rémy : Paysages et milieux épidémiologiques dans l'espace ivoiro-burkinabé, 1988). Des "dossiers pédagogiques audiovisuels" de diapositives ont été publiés sous la direction de P. Vennetier, en association avec l'AUDECAM (Association Universitaire pour le développement de l'Enseignement et de la Culture en Afrique et à Madagascar). Plusieurs ouvrages sont des co-éditions CEGET-ORSTOM, par exemple "Terres, Comptoirs et Silos" de D. Kermel-Torres et P.J. Roca et plusieurs volumes dans la série "Pratiques Urbaines". Avec l'ACCT (Agence de Coopération Culturelle et Technique), M. F. Perrin a publié sous le titre "d'Edi-Tropiques" le recensement de 187 organismes scientifiques éditant des périodiques et des ouvrages sur les pays tropicaux. La collaboration entre le CEGET et l'Université de Bordeaux s'est traduite par le lancement avec le CRET des deux Collections "Iles et Archipels" et "Pays Enclavés" et la publication de l'ouvrage d'hommage à Guy Lasserre "Pauvreté et Développement dans les Pays tropicaux".

Un des résultats les plus spectaculaires de l'activité éditoriale du CEGET a été la réalisation de grands atlas thématiques. Dès le début des années 1970, Guy Lasserre proposait à la Direction du CNRS de réaliser un *Atlas des Départements d'Outre-Mer* en quatre volumes. Le projet fut retenu et le financement fut assuré grâce à des crédits du FIDOM. En janvier 1972, a été créé un comité de rédaction associant professeurs, chercheurs et techniciens, sous la présidence de Guy Lasserre ; Guilène Réaud, ingénieur du CNRS, a assuré le secrétariat général ; Gilbert Cabaussel, ingénieur biogéographe au CEGET et Jean Menault, Ingénieur au CNRS et directeur du laboratoire de cartographie de l'Institut de Géographie, ont été les conseillers techniques.

Chaque volume, correspondant à un des 4 départements, a comporté de 36 à 38 planches. Ces planches, réalisées sous la direction d'un professeur ou chercheur, sont accompagnées de notices substantielles, qui font de chaque volume une véritable somme sur le département considéré ; les maquettes, préparées au CEGET, ont été, pour les deux premiers volumes dessinées et imprimées à l'IGN, dont les directeurs, M. Laclavère puis R. Mayer, avaient accepté de prendre en charge la co-édition de ces atlas. Le dessin et la photogravure des deux derniers volumes ont été entièrement réalisés au CEGET et l'impression faite à Bordeaux.

Ces atlas ont eu beaucoup de succès dans les DOM mais aussi en Métropole et à l'étranger. Leur format et leur conception ont été parfois injustement critiqués : ils restent encore des documents indispensables pour tous ceux qui veulent se pencher sérieusement sur les divers aspects de la géographie des DOM.

Le premier atlas des DOM a été celui de la *Réunion*, publié en 1975. Il a été réalisé sous la direction de Jean Defos du Rau, professeur à l'Université d'Aix-Marseille II et de ses collaborateurs, Jean-François Dupon, Daniel Lefèvre et Wilfrid Bertile.

L'*Atlas de la Martinique* a été publié en 1977. La direction scientifique de l'ouvrage avait été confiée par Guy Lasserre à J.-C. Giacottino, J.-C. Maillard et J. Marieu.

L'*Atlas de la Guadeloupe*, publié en 1982, est lui aussi le résultat du travail d'une équipe, qui était composée de Guy Lasserre, Jean-Pierre Chardon, J.C. Giacottino, J.C. Maillard, Jacques Menauge et Singaravélu.

Le quatrième Atlas des DOM (1979), consacré à la *Guyane* est le fruit d'une collaboration étroite entre le CEGET et l'ORSTOM. Les directeurs de la publication ont été Guy Lasserre et Gilles Sautter ; la direction scientifique a été assurée conjointement par Marc Boyé et Gérard Brasseur.

La publication d'un *Atlas de la Nouvelle Calédonie* avait été proposée dès 1975 par A. Huetz de Lemps et J. P. Doumenge. Le projet a été repris par l'ORSTOM, qui disposait à Nouméa d'un centre doté de moyens techniques, scientifiques et humains considérables. Le CEGET n'a donc pas participé directement à cet atlas, mais le Président de l'ORSTOM, M. Camus, et le Secrétaire Général, Jean

Séverac, ont confié la direction scientifique de l'Atlas à Gilles Sautter, Michel Legand et Alain Huetz de Lempis ; ce dernier a dirigé une équipe de Bordelais et de Montpelliérains (J.P. Doumenge, A. Saussol, J.L. Faure, F. Itier), qui ont réalisé 13 planches et notices sur 53, soit le quart de l'atlas, publié en 1981.

L'*Atlas du Burundi* a été réalisé avec le concours du Ministère français de la Coopération pour le compte de l'Université du Burundi à Bujumbura. Les 30 planches et notices ont été établies sous la direction scientifique de J.L. Acquier, B. Capecchi, A. et F. Cazenave-Piarrot, C. Goulin, A. Lopez et S. Nsabimana, assistés de G. Réaud et G. Cabaussel. La rédaction des maquettes a été essentiellement l'œuvre de G. Fabia, qui a aussi animé l'équipe de dessin avec J. Menault. L'atlas, préfacé par Guy Lasserre, a été imprimé par les services techniques de l'Université de Bordeaux III et publié en 1979.

L'*Atlas d'Haïti* a été programmé à l'initiative de Guy Lasserre et de Paul Moral ; il a été réalisé par Christian Girault et un comité d'édition (N. Hua-Buton, D. Kermel-Torrès, P.J. Roca, J. Menault, G. Réaud-Thomas), qui a assuré la coordination du travail de quelque 25 auteurs. Patronné par la Société Haïtienne d'Histoire et de Géographie, il a été publié en 1985 avec le concours du Ministère des Relations Extérieures françaises.

L'*Atlas de la répartition mondiale des schistosomiasés* a été rédigé par une équipe du CEGET pilotée par J.P. Doumenge et K.E. Mott, de l'Organisation Mondiale de la Santé (Genève) et regroupant O. Chapuis, C. Cheung, M.F. Perrin, G. Réaud-Thomas, D. Villenave, avec le concours de l'Université de Bordeaux II (professeur Le Bras). Cet ouvrage bilingue (français-anglais) traite des 74 pays ou entités territoriales touchés par cette parasitose (documentation fournie par l'OMS). Co-édité par le CNRS et l'OMS, avec le concours de l'ACCT et du CRET (Bordeaux III), il est diffusé depuis 1987 par les Presses Universitaires de Bordeaux.

L'*Atlas de Maurice* a été entrepris en avril 1988, par le CRET de l'Université de Bordeaux III et le CEGET, à l'initiative et sous la direction de M. Singaravélou, alors directeur du CEGET. Grâce au concours du Ministère français de la Coopération, il est le produit d'une étroite collaboration avec le Centre Mahatma Gandhi de l'île Maurice et l'équipe dirigée par M. Prem Saddul ; les maquettes des 29 planches et les notices ont été préparées conjointement par les chercheurs mauriciens et français ; plusieurs professeurs de l'Université de Bordeaux III y ont participé (J.C. Maillard, A. et C. Huetz de Lempis). La rédaction des maquettes et les mises au point définitives ont été effectuées à Bordeaux, sous la direction de Guilène Réaud-Thomas et Odile Chapuis. Il vient d'être publié (septembre 1997).

### III- Nouvelles orientations des tropicalistes bordelais

Après la suppression du CEGET, la Direction du CNRS a décidé de conserver aux bâtiments de l'ancien Laboratoire une vocation ultra-marine et a créé la *Maison des Suds*, qui abrite plusieurs centres de recherche, en particulier l'UMR "REGARDS", une partie de "DYMSET" et du Centre d'Études d'Afrique Noire (CEAN).

1 - **REGARDS** (Recherches en Economie, Géographie et Anthropologie sur les Recompositions et le Développement des Suds) est une UMR, unité mixte CNRS-ORSTOM créée en 1994 ; elle est dirigée par Jean-Paul Deler, géographe, directeur de recherche du CNRS et a comme directeur adjoint Alain Valette, économiste, Directeur de recherche à l'ORSTOM. Les recherches de l'équipe sont destinées "*à comprendre les mutations en cours, les recompositions et les enjeux du développement dans les pays des Suds, à favoriser les recherches interdisciplinaires et comparatives et à combiner les approches aux différents niveaux, du local à l'international, en passant par le national et le régional*".

Les membres de l'UMR sont des Géographes, principalement du CNRS (A. Cheneau-Loquay, J.P. Deler et J.C. Marut, chercheur associé, M. Pouyllau, P.J. Roca, P. Schar ; D. Kermel-Torres ; F.

Dureau de l'ORSTOM ; G. Rossi, de l'Université de Bordeaux III), des économistes (Y.A. Fauré, E. Fauroux, P. Labazée, C. de Miras, A. Valette) et un anthropologue (J.F. Baré) de l'ORSTOM.

Trois axes de recherche ont été définis : 1 - Des politiques aux acteurs (responsable : A. Valette) ; 2 - État, Service Public et Territoire (A. Cheneau-Loquay) ; 3 - Environnement, politiques publiques, acteurs (M. Pouyllau, G. Rossi). Les principales recherches en cours actuellement sont :

- Approche sociale et spatiale des dynamiques liées à l'industrialisation en Thaïlande : D. Kermel-Torres et P. Schar ont fait de longs séjours à Bangkok de 1994 à 1997.

- Entreprises, entrepreneurs au Niger (P. Labazée, E. Grégoire)

- Evaluation des petits projets menés par les ONG au Burkina Faso (Y.A. Fauré)

- États, compositions, recompositions des territoires en Afrique de l'Ouest (A. Cheneau-Loquay, J.C. Marut), en association avec le CEAN

- Dynamique des versants montagnards tropicaux : Equateur, Rwanda, Viêt Nam (G. Rossi, M. Pouyllau)

Sous le titre général "Politiques publiques et recompositions des milieux sensibles", l'équipe dirigée par Georges Rossi et Michel Pouyllau a entrepris en 1997 des recherches sur deux types de milieux particulièrement sensibles : les espaces forestiers humides (mangroves de Guinée, dynamiques socio-spatiales sur les hautes terres de Guinée et de Dien Bien Phu), les espaces urbains et péri-urbains (ville d'Hanoï).

L'UMR a organisé ou participé à plusieurs colloques et tables rondes, par exemple sur "Dynamiques sociales et environnement" en association avec la Banque Mondiale et l'Association française des Volontaires du Progrès (1996) ou "Quel avenir pour les riziculteurs de l'Afrique de l'Ouest ?" avec le CIRAD de Montpellier, colloque tenu à Bordeaux en 1996.

L'UMR a été chargée par le CNRS de gérer et développer le centre de documentation qui avait été créé par le CEGET et dont le responsable est aujourd'hui Daniel Pouyllau. L'UMR a élargi son champ d'action à l'ensemble des problèmes des pays du Sud, ce qui se traduit en particulier par des achats plus nombreux d'ouvrages et de revues d'information économique. La bibliothèque, gérée par quatre personnes (P. Rochas, A. Santana, M.J. Claverie, N. Tual) continue à être un outil précieux pour les géographes travaillant sur les pays tropicaux. Le centre de documentation est l'un des principaux fournisseurs de la base de données IBISCUS, qui comporte déjà 120 000 références interrogeables par thèmes, pays, auteurs et s'enrichit chaque année de près de 8 000 références.

2 - **DYMSET** (URA 1978, devenue UPRESA 5064) (Dynamiques des Milieux et des Sociétés dans les Espaces Tropicaux) a été créée le 1er janvier 1995 ; elle est dirigée par François Bart. L'équipe est constituée de 7 enseignants-chercheurs de l'Université (F. Bart, P. Decoudras, J. Lebigre, J.C. Maillard, S. Morin, J.N. Salomon, Singaravélou) et 6 membres du CNRS (R. Maire, S. Pomel, M.F. Perrin, G. Réaud-Thomas et depuis 1996, A. Turllet et O. Chapuis).

DYMSET, qui est une équipe d'accueil pour la préparation du DEA, privilégie l'étude des interactions sociétés-milieux. Les deux grands programmes concernent des espaces géographiques aux ressources et aux contraintes très spécifiques :

- dans le cadre du programme "Montagnes tropicales : milieux et identités, refuges et espaces menacés", quatre opérations sont en cours, en Chine du Sud (Hubei, sous la responsabilité de R. Maire), au Cameroun (Monts Alantika et Adamaoua, S. Morin), nord de la Tanzanie (Kilimandjaro, F. Bart), Inde du Sud (Ghâts occidentaux, Singaravélou).

- le second programme est intitulé : "Milieux insulaires et côtiers tropicaux : environnement et développement régional". Les recherches actuelles concernent surtout l'île Maurice (responsable : Singaravélou) et le sud-ouest de Madagascar (responsable : J.M. Lebigre).

C'est également DYMSET qui a organisé, avec le CRET et la SEPANRIT, les sixièmes Journées de Géographie Tropicale du Comité National français de Géographie en septembre 1995 à Bordeaux ; plus de 50 communications ont été présentées sur le thème "Pratiques de gestion de l'environnement dans les pays tropicaux". Les Actes ont été publiés en 1997 dans la collection *Espaces Tropicaux* (n° 15).

3 - Le **CRET**, le Centre de Recherches sur les Espaces tropicaux de l'Université, dirigé par Yves Péhaut et depuis octobre 1997 par Serge Morin, poursuit ses programmes de recherche et de publications.

Le programme actuellement en cours, placé sous la responsabilité de François Bart, directeur de DYMSET et financé par le Conseil Régional d'Aquitaine, s'intitule "Exploitation et renouvellement des forêts en Afrique : crise de l'environnement et des sociétés". Il implique plusieurs directions de recherche fondamentales et souvent complémentaires : les menaces sur l'environnement, les éventuelles conséquences climatiques, la modification des régimes hydrologiques, les menaces de l'érosion, l'appauvrissement des sols, la déforestation des régions périurbaines, la disparition des ressources complémentaires fournies par la forêt, l'exploitation de certaines essences et l'appauvrissement sélectif de la flore, la filière bois, les réserves et parcs nationaux... Des missions ont eu lieu dans le cadre de ce projet au Kenya et en Tanzanie, à Madagascar, au Cameroun...

Depuis le début de 1994, la collection "Iles et Archipels" qui reste dirigée par J.P. Doumenge et Christian Huetz de Lempis, s'est enrichie de 7 ouvrages, dont 4 sur les îles du Pacifique (n° 18 et n°21 sur Wallis et Futuna, n°19 et n°22 sur les Tonga), les autres étant consacrés aux Iles Canaries (n°20), au Sud-Ouest de Madagascar (n° 23) et aux Iles Vierges américaines (n°24). Plusieurs autres sont programmés (Socotra, les Seychelles...). Dans la collection "Pays enclavés", toujours dirigée par Yves Péhaut et Pierre Vennetier, deux volumes ont été publiés, l'un sur le Burkina Faso, l'autre sur les montagnes d'Afrique Centrale (liste des ouvrages des deux collections en annexe). Un ouvrage sera consacré par Yves Péhaut à la grande maison commerciale bordelaise Maurel et Prom.

Le CRET, en association avec DYMSET, a poursuivi la publication de la Collection "Espaces Tropicaux" dont les premiers volumes avaient été publiés par le CEGET. La collection est dirigée par Singaravélou ; M.F. Perrin a la responsabilité du comité de rédaction. Les quinze ouvrages sortis des presses jusqu'à présent sont soit des ouvrages généraux (Eau et Aménagement, Urbanisation et développement, Périurbanisation, Innovations et développement rural, Villes africaines, Une décennie de recherches françaises, Enregistreurs et Indicateurs de l'évolution de l'environnement, Pratiques de gestion de l'environnement), soit des études plus ponctuelles (Pays Coorg, Pays Serer, Sahel nigérien, Hyderabad) et la thèse de F. Bart sur le Rwanda.

## **IV - Autres activités des géographes bordelais**

### *1 - Nouvel essor des relations avec l'Amérique latine*

La reprise des relations avec l'Argentine a été marquée par le séjour à Bordeaux de Roberto Bustos, directeur de l'Institut de Géographie de Bahia Blanca. Le Laboratoire de Géographie Physique Appliquée (L.G.P.A.), dirigé par J.N. Salomon, et l'Institut de Géographie de l'Université de Buenos Aires ont entrepris par convention (1992) une action de coopération internationale qui s'est traduite par des missions annuelles de professeurs des deux universités, destinées à animer des séminaires au niveau du 3e cycle et par l'envoi en Argentine d'étudiants de maîtrise.

Dans le domaine de la recherche, des études de géomorphologie portant sur le littoral argentin (région de Bahia Blanca), se sont déjà traduites par plusieurs publications (dans *Karstologia*, *Travaux du L.P.G.A.*, *Zeitschrift für Geomorphologie*) et notes (*Cahiers d'Outre-Mer*). Une étude sur le delta du Parana, qui associe Français (J.N. Salomon, M.C. Prat) et Argentins, qui sera publiée en français et en espagnol, est en cours d'achèvement ; elle sera complétée par une série d'articles et de communications. Ce travail est particulièrement attendu en Argentine, notamment par les municipalités et autorités territoriales qui ont facilité le travail des chercheurs sur le terrain.

Loin de se limiter aux relations entre les deux partenaires, cette collaboration internationale a été élargie et a permis de tisser des liens étroits avec les Universités de Mendoza, Salta, Tucuman, Bahia Blanca et le centre de recherche de Patagonie (CONICET).

Les relations avec le Chili ont été réactivées par des missions à Santiago, en particulier de José Lazcano, et plusieurs étudiants de Bordeaux ont fait leur maîtrise sur ce pays. Au Brésil, le Laboratoire de Géographie Physique Appliquée (J.M. Lebigre) a établi des relations avec l' Universidade Federale do Para à Belem (Nucleo do Meio Ambiente). Pierre Laborde a séjourné à Presidente Prudente dans le cadre du programme européen Alpha-Atlantis, qui associe trois universités européennes (Bordeaux, Salamanque, Middlesex) à trois universités latino-américaine (Mexico, Lima et l'Université de São Paulo à Presidente Prudente). Au Mexique, plusieurs étudiants effectuent des travaux de recherche à Jalapa-Mazatlan.

La revue *Karstologia*, revue spécialisée dans l'étude des calcaires, à laquelle s'ajoute *Karstologia Mémoires*, fait une large place aux paysages karstiques du monde d'outre-mer : des articles et des ouvrages ont été publiés par les géographes bordelais sur la Chine (Maire, Pomel, Salomon), la Nouvelle Guinée (Maire)... Créée à Aix-en-Provence en 1983, la revue est aujourd'hui publiée à Bordeaux sous la direction de Richard Maire (CNRS) et Jean-Noël Salomon (Université). Elle est la revue de la Fédération Française de Spéléologie et de l'Association Française de Karstologie ; elle a une audience internationale et de nombreux collaborateurs étrangers.

Les recherches menées par les géographes sont facilitées par l'existence d'une importante bibliothèque spécialisée de quelque 14 000 ouvrages et 250 périodiques, dont beaucoup proviennent d'échanges avec les *Cahiers d'Outre-Mer*, et par une riche cartothèque (cartes et photographies aériennes), sous la direction de Claudine Le Gars et Mariette Mongelous.

## 2 - Deux organismes à dominante géographique

Nous regroupons ici deux organismes, le premier, le CENADDOM, aujourd'hui disparu, et la SEPANRIT, dont le siège était au CEGET et qui, depuis sa création, associe étroitement géographes et médecins.

Le **CENADDOM**, Centre National de Documentation des Départements d'Outre-Mer, était une association loi de 1901 qui a été fondée en 1969 et a commencé à fonctionner en mai 1970. Son financement était assuré par une subvention annuelle du FIDOM. Le siège social se trouvait au CEGET ; les bureaux ont été transférés en octobre 1974 dans la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.

Le Conseil d'Administration comprenait des hauts fonctionnaires, surtout du Ministère des DOM-TOM, et des Universitaires, principalement de Bordeaux et d'Aix-en-Provence. La présidence a été exercée, jusqu'en 1988, par diverses personnalités du Ministère, MM. Grollemund, Vié, Mathieu, Ferret, Archambault, et pendant toute cette période, la vice-présidence a été assurée par Guy Lasserre ; à partir de 1975, il y eut un second vice-président (le recteur de Bordeaux R. Paulian, le recteur d'Aix Durand, le professeur Jean Benoist). Le secrétaire général était J.C. Giacottino.

Dès mai 1970, Jacques Menaage, géographe, est recruté comme responsable du Centre et, en 1978, prend le titre de Directeur ; il est épaulé par une secrétaire (Marie-Claude Lasserre-Longeville) et un

photographe (Pascal Lagarde, aidé à partir de 1974 par M. Suire). A ces membres bordelais, s'ajoute une documentaliste, Françoise Campagne, qui travaille à l'antenne parisienne du CENADDOM, au Ministère, rue Oudinot. Des "comités techniques départementaux" sont constitués dans les différents DOM pour la recherche des documents.

Le travail du CENADDOM comprend en effet trois volets essentiels :

1 - La collecte de la documentation dans tous les services administratifs des DOM et de Paris, en liaison étroite avec l'INSEE. Les documents collectés étaient regroupés par F. Campagne, puis expédiés à Bordeaux. Au début de l'existence du CENADDOM, cette collecte a constitué un goulet d'étranglement par suite du manque de personnel sur place, en particulier dans les centres départementaux de l'INSEE. Le problème fut résolu lorsque le CENADDOM eut à sa disposition des Volontaires de l'Assistance Technique (VAT) ; une convention fut même signée en 1979 avec les Archives de France pour l'utilisation rationnelle des VAT.

Le système fonctionnait de façon satisfaisante lorsque, par souci d'économie, tous les postes de VAT-CENADDOM furent soudainement supprimés : à partir du 1er avril 1981, le CENADDOM n'a plus eu de correspondants réguliers dans les DOM. Le nombre des documents collectés, qui était de 400 par an, est tombé à 200 en 1984, 100 en 1985 ; il y a eu ensuite une certaine reprise (200 en 1986, 300 en 1987).

2 - L'analyse et le traitement des documents se faisaient à Bordeaux, avec constitution de plusieurs fichiers et établissement de microfiches. Les microfiches-mères étaient conservées à Bordeaux, mais des microfiches-filles étaient expédiées aux divers comités et organismes départementaux, tels que l'INSEE et les Archives, où elles étaient mises à la disposition des utilisateurs publics ou privés. En 1984, le CENADDOM a été associé à la constitution de l'inventaire du patrimoine documentaire ORIADOC (Réseau national d'Orientation et d'Accès aux sources d'Information et de Documentation).

3 - La rédaction d'un bulletin constituait une des tâches essentielles de J. Menauge. Ce bulletin comportait des études principalement économiques, des informations officielles, des extraits de presse, des notices bibliographiques... Aux numéros "habituels", s'ajoutaient des numéros spéciaux sur la conjoncture dans les DOM et des dossiers sur le tourisme, la mer, l'habitat...

Tiré d'abord à 500 exemplaires et diffusé dans les DOM par le moyen de la valise préfectorale, le *Bulletin*, devenu "*Les Dossiers de l'Outre-Mer*", a connu ensuite une augmentation de son tirage à 850 exemplaires en 1975, puis à 1 000 en 1977. Les "abonnés gratuits" ont été d'abord beaucoup plus nombreux que les payants (en 1975, 445 contre 313) mais ensuite la part des payants s'est accrue (530 en 1985) et celle des gratuits fut réduite (173). Au total, 86 numéros ont été publiés ainsi que deux ouvrages (collection "Zoom sur l'Outre-Mer").

L'avenir du CENADDOM fut brutalement mis en cause en 1986 : une commission interministérielle s'attaqua à certaines associations para-administratives financées presque entièrement par les pouvoirs publics ; elle les considérait comme constituant un "*démembrement de l'État*" ! La conséquence fut dès 1987, la diminution des crédits alloués par le Ministère des DOM-TOM de 940 000 à 600 000 francs. En 1988, le CENADDOM se trouve en cessation de paiement et les salaires doivent être prélevés sur les réserves légales. Le Ministère de la Recherche accepte de donner une subvention de 100 000 francs, mais la subvention du Ministère des DOM-TOM est réduite à 400 000 francs.

Le CENADDOM survit, mais doit réduire ses activités : une des quatre personnes salariées par l'association, F. Campagne, est licenciée. Le Conseil d'Administration du 21 avril 1988 élit comme président un universitaire, M. Singaravélou, les deux vice-présidents restant Guy Lasserre et Jean Benoist ; le secrétaire général est J.C. Maillard.

Une nouvelle assemblée générale a lieu le 27 novembre 1989 sous la présidence de M. Singaravélou ; l'audit que M. Viet avait remis en octobre 1988 est examiné ; il souligne la richesse du fonds documentaire et la qualité de la revue "les Dossiers de l'Outre-Mer", l'intérêt des recherches sur les problèmes économiques et sociaux, mais aussi l'isolement du Centre, la faiblesse de l'implantation dans les DOM-TOM et surtout l'insuffisance des moyens. Reprenant un projet précédent de CENADDOM-TOM, il est proposé un CENADOM (Centre National de Documentation d'Outre-Mer) avec une structure décentralisée et on envisage son intégration dans un futur observatoire économique et social.

Mais à la fin de 1989, l'association est en cessation de paiement et disparaît en 1990. Le CENADDOM a rendu de très grands services dans les Départements français d'Outre-Mer et tous les Tropicalistes regrettent qu'un centre de documentation de cette qualité ait été amené à cesser son activité.

La **SEPANRIT**, Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans les Régions Inter-Tropicales, est une association loi de 1901. Au cours de la première réunion du comité fondateur, le 14 décembre 1970, présidée par Guy Lasserre représentant le recteur Babin, le nom de SEPANDOM avait été retenu, mais il fut ensuite décidé d'élargir le champ d'action de la société qui fut déclarée, le 26 août 1971, sous le nom de SEPANRIT. La société a été créée par un groupe de médecins et de géographes bordelais dans le but de promouvoir des actions en faveur de la protection de la nature tropicale et d'assurer la liaison entre les Associations qui, dans les DOM-TOM, étaient nées à partir des années 1960 et cherchaient à se regrouper, à mettre en commun leurs expériences, et désiraient avoir un correspondant en Métropole, en particulier en vue de certaines démarches auprès des ministères, par exemple pour la création de réserves naturelles, pour la protection de certains sites ou de certaines espèces menacées (tortues marines...). La SEPANRIT s'est placée, en dehors de tout débat politique, sur le plan de la connaissance scientifique de la nature et de la qualité de vie des populations. Les adhérents métropolitains sont disséminés à travers toute la France, Paris, Grenoble, Lyon, Nantes et naturellement Bordeaux.

Le Président de la SEPANRIT a été de 1971 à 1984 le recteur Renaud Paulian, les vice-présidents Guy Lasserre et Raymond Pautrizel, représentants les géographes et les médecins. De 1984 à 1995, la présidence a été assurée par Alain Huetz de Lemps, professeur à Bordeaux III, avec comme Vice-présidents le docteur Pautrizel et le recteur François Doumenge. Le président actuel est Jean-Michel Lebigre, professeur à Bordeaux III, avec comme Vice-présidents F. Doumenge et le docteur Couderc (Grenoble).

Le secrétariat général a été assuré d'abord par le docteur Michel Martin, auquel a succédé de 1981 à 1986 Marc Boyé, puis le général Gense et Marie-France Perrin ; les finances de l'association ont été gérées par Gilbert Cabaussel jusqu'à son décès en septembre 1996.

Les associations qui, dès le début, ont collaboré avec la SEPANRIT étaient l'AAPNGE (Association des Amis du Parc Naturel de la Guadeloupe et de l'Environnement), l'APROLAM (Association pour la Protection du lagon de Mayotte, où une mission de recherche a été menée en 1978 par Marc Boyé et Jean Koechlin), l'ASNNC (Association pour la Sauvegarde de la Nature en Nouvelle-Calédonie), IA-ORA-TE-NATURA (Tahiti), la SEPANGUY (Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature en Guyane), la SEPANMAR (Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la nature en Martinique), la SREPEN (Société réunionnaise pour l'Étude et la Protection de l'Environnement). Certaines de ces associations ont toujours maintenu des liens étroits avec la SEPANRIT, quelques-unes se sont désintéressées de ses activités ou ont disparu, d'autres l'ont rejointe comme Écologie-Réunion.

C'est en liaison avec ces associations que la SEPANRIT a organisé, en métropole et outre-mer, des colloques scientifiques et des voyages d'études sur les principaux thèmes intéressant la protection de la nature. Les publications issues de ces colloques représentent une douzaine de volumes. Des résolutions adoptées au cours des assemblées générales ont été transmises aux ministères concernés.

Les premiers colloques ont eu lieu à Bordeaux et à Paris, mais la plupart ont été jumelés avec des voyages dans les DOM-TOM ou même à l'étranger. Le sixième, consacré aux catastrophes naturelles, a eu lieu à la Réunion (1979), le septième l'a été à la végétation de Martinique et de Guadeloupe ; le huitième s'est tenu à Bordeaux et en Nouvelle-Calédonie où la SEPANRIT a été accueillie par l'ASNNC (M. d'Auzon) et l'ORSTOM. Le neuvième s'est déroulé au Cameroun en 1983 grâce à l'appui de l'Université de Yaoundé (MM. Dongmo, Moby Etia, S. Morin), avec pour thème "l'homme et la montagne tropicale".

En 1985, le dixième colloque, en Guyane, a été consacré aux "écosystèmes des zones littorales et sublittorales" ; il a été organisé par la SEPANGUY (docteur Sanite), qui a reçu l'appui de l'ORSTOM (J.J. de Granville) et du Muséum (MM. Fretey et Lescure) ; il s'est prolongé en Martinique avec la SEPANMAR (Dr Rose Rosette, M. Bon Saint-Côme). En 1987, le onzième colloque a eu pour thème "l'essor du tourisme et ses conséquences sur l'environnement" ; il s'est déroulé à Bordeaux et a été suivi d'un voyage aux Seychelles, avec la participation de M. Friedman, botaniste de l'ORSTOM, et à la Réunion, où l'aide de l'ONF (M. de Montaignac) et celle de l'association "Écologie-Réunion" (Guy Clergue) ont été particulièrement efficaces.